

Jean Claude CHEINET « adjoint au maire de Martigues /environnement et risques 1989/2008 actuellement responsable associatif »

Mais à mon tour je vous livre une expérience de plus de 30 ans de lutte pour un cadre de vie plus sain dans une région, elle aussi, très industrialisée: **la zone étang de Berre golfe de Fos.**

Nous avons été pionniers sur ces sujets puisque après des grandes luttes en 1970/80, ont été créés le 1^{er} SPPPI, la 1ere agence de surveillance de la qualité de l'air (devenue depuis Atmo Sud) le CYPRES pour l'information préventive etc... incarnant une démarche de concertation entre tous les acteurs concernés: état, élus, industriels, salariés, associations. Cette démarche a pu être large, mais sa pratique actuelle est de plus en plus rabougrie: nomination des membres des CSS par le préfet, pas de public ni de presse, convocations annuelles seulement et rôle de pâle information et de chambre d'enregistrement. Le préfet lui-même en vient à reconnaître le caractère inapproprié de cette façon de fonctionner

De ce fait si d'une part et depuis 1970/80, les rejets dans l'eau ont été diminués de 90% et dans l'air de 60%, les revendications pour aller plus loin demeurent car les produits traités dans la chimie ont évolué, les process aussi et donc les molécules traquées par les capteurs ne sont pas forcément encore significatives de la même façon. Les craintes de maladies liées à l'environnement sont là, mais elles se sont exprimées surtout en dehors des structures ci-dessus; Atmo Sud a publié une carte départementale des pollutions aériennes cumulées sur le département (elle fait apparaître une forte pollution autour de Fos, Lavéra Marignane mais au moins autant autour des grands axes routiers et surtout au centre des villes Aix et Marseille) dès lors les pouvoirs publics (DREAL, ARS sous autorité du préfet) en recul, ont successivement:

- Continué de refuser d'envisager un développement du transport par fer... moins polluant
- lancé (#2010) une étude sanitaire portant sur la nature des produits rejetés, puis actuellement en cours, le projet « REPONSES » qui cherche à aborder les questions que se pose la population. Cette démarche nouvelle s'apparente à ce que vous demandez autour de Nantes. (*NDRL: autour de St Nazaire*)

Dés lors vous pouvez vous appuyer sur cet exemple local pour si possible aller encore plus loin dans la transparence.

Mais il faut vérifier les possibilités scientifiques car à ma connaissance (ce retard n'est sans doute pas un hasard mais indicatif d'une volonté de **mettre sous le tapis des poussières qui pourraient devenir gênantes à gérer** car réduisant la marge des profits en rendant des investissements inévitables...) les méthodes pour de véritables études épidémiologiques sont encore incertaines, mais aussi pour des difficultés objectives:

- Ces pollutions déclenchent des maladies près de 30 ou 40 ans après l'exposition aux facteurs de risques
- Entre temps les gens ont déménagé et ont été exposés à d'autres facteurs de risques (tabagisme – parfois passif--, alcoolisme etc....) ce qui brouille les pistes
- L'exposition aux polluants peut être différente pour une même distance de l'émetteur, en fonction des vents dominants, de l'isolation des bâtiments etc..

De sorte que la seule façon d'arriver à une certitude scientifique est de mener l'enquête à partir des **postes de travail dans les entreprises**. Inutile de préciser que l'agrément des directions d'usines est difficile ou impossible à obtenir.

La méthode a cependant été mise en œuvre dans notre région avec l'aide de la « Mutuelle des travailleurs/ mutuelles de Provence » et « l'observatoire de la santé » de la ville de Martigues. Le résultat est trop local pour pouvoir être généralisé mais suffisamment pour être sûr de sa validité. Cette méthode aboutit à une carte des maladies en fonction des lieux de travail et par là, en croisant avec une étude sanitaire donnant les produits rejetés, de savoir d'où viennent les pollutions et les risques tant pour les salariés que pour les populations alentour.

Votre pétition qui a déjà l'immense mérite de sensibiliser la population de votre région, peut déboucher sur des négociations/rencontres avec les pouvoirs publics pour construire une approche rationnelle de la sûreté industrielle dans la transparence pour tous les acteurs (et loin du refus global du type « pas de à ici » qui néglige les besoins en produits et en emplois).

Je ne sais si ces quelques réflexions vous auront aidé.

Mais des échanges entre nos expériences sont toujours enrichissants en permettant à chacun d'être plus pertinents.